

La crise au Niger

Depuis 2015, le Niger connaît une dégradation de sa situation sécuritaire, associée à d'importants mouvements de population. Selon l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO) de 2021, **plus de 3,8 millions de personnes seraient dans le besoin d'assistance humanitaire.**

La MSNA : une évaluation complémentaire

Réalisée pour la première fois au Niger en 2020, l'évaluation des besoins multisectoriels (MSNA) est un outil d'identification de la nature et de la sévérité relative des besoins au niveau géographique, par secteur et par groupe de population.

Menée auprès de 7 133 ménages en 2020, cette première évaluation a permis de combler en partie, le manque de données disponibles concernant les besoins multisectoriels au Niger. Un suivi fréquent et régulier est toutefois nécessaire afin d'adapter la réponse humanitaire aux besoins des populations affectées.

Mise en œuvre par REACH dans 17 pays, la MSNA représente aujourd'hui un outil essentiel au sein de la communauté humanitaire : réalisé dans le cadre de la coordination humanitaire (en collaboration avec OCHA et le groupe de coordination intercluster - ICCG, et sous mandat de l'Équipe Humanitaire Pays), la MSNA appuie les clusters dans le processus HNO/HRP en leur fournissant un complément d'information nécessaire.

La MSNA 2021 au Niger

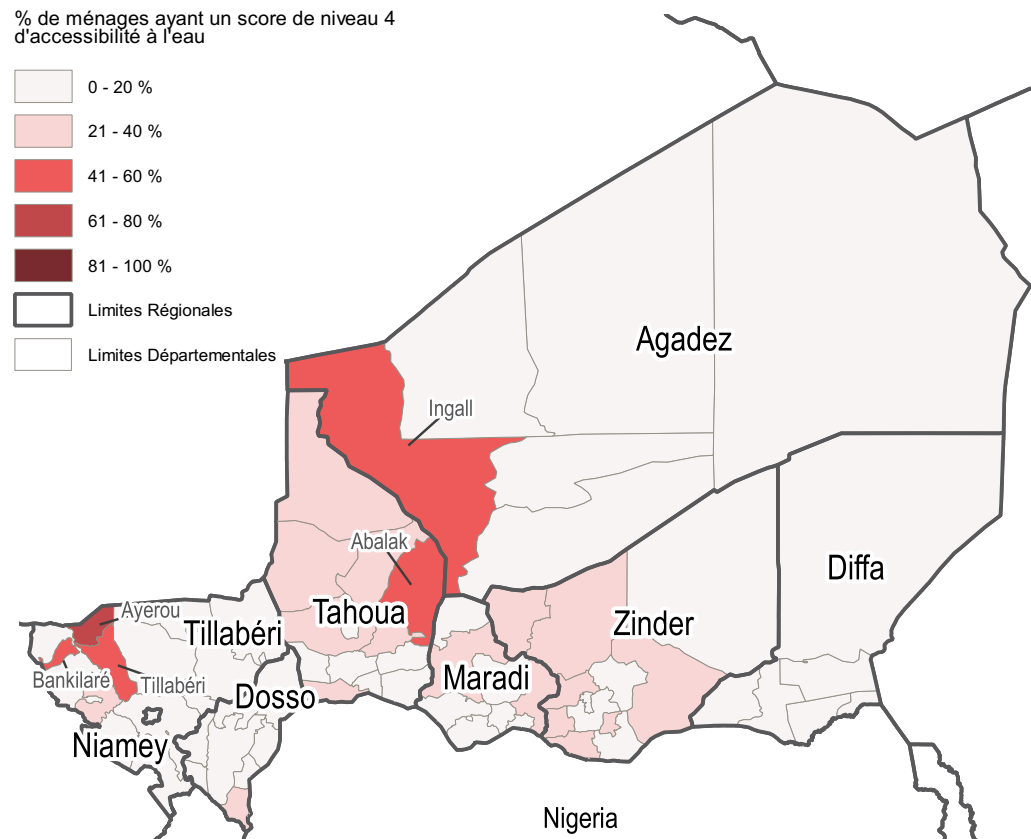
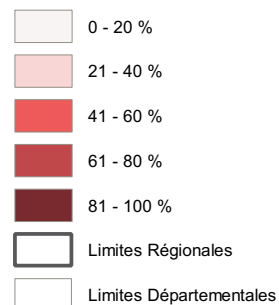
- **Entre juin et août 2021, 12 656 enquêtes ménages ont été réalisées dans 1379 localités.**
- **Quatre groupes de populations ciblés**
 - Population non déplacée (PND)
 - Population déplacée interne (PDI)
 - Population réfugiée (REF)
 - Population retournée (RET) - comprend les retournés réfugiés et les retournés déplacés internes.
- **Couverture géographique nationale, représentative au niveau des départements, des régions et au niveau national.**
- Résultats représentatifs au niveau départemental et par groupe de population avec un **intervalle de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10%.**

QU'EST-CE QUE REACH INITIATIVE ?

REACH est une initiative humanitaire qui a pour mandat de renforcer la réponse humanitaire en contribuant à la prise de décisions par le partage en accès libre de données granulaires et d'analyses approfondies des contextes de crise humanitaire et des besoins des populations touchées par les crises.

1. Contradictions entre zones d'intervention prioritaire et sévérité des besoins

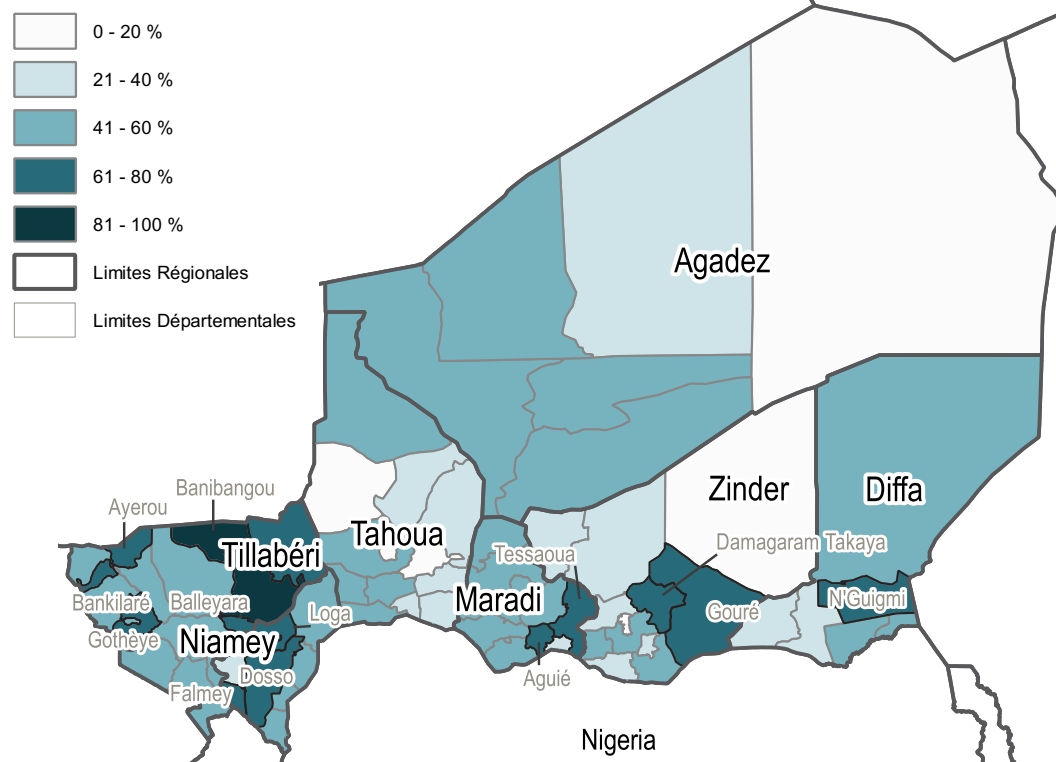
% de ménages ayant un score de niveau 4 d'accessibilité à l'eau



L'analyse du score d'accessibilité à l'eau montre des proportions critiques dans les départements d'Ayerou, Tillabéri, Bankilaré (région de Tillabéri), Abalak (région de Tahoua) et Ingall (région d'Agadez). **L'analyse des besoins EHA montre ainsi des besoins transversaux aux régions considérées comme en état de crise ou comme non-prioritaires.** Par exemple, la région de Diffa, considérée en état de crise, présente un meilleur score d'accessibilité à l'eau que certaines régions non prioritaires telles qu'Agadez ou Zinder. Des dynamiques similaires existent également pour le secteur de la sécurité alimentaire : les départements d'Abalak et de Tahoua (région de Tahoua), qui ne sont pas considérés comme en crise sur le plan sécuritaire, sont au niveau national, les départements présentant le taux le plus élevé de ménages ayant un score de l'échelle de la faim extrême (respectivement 17,2% et 13,8%). Les analyses d'urgence devraient donc s'accompagner d'une réflexion **sur les problèmes structurels, le manque d'infrastructures et le changement climatique - autant de facteurs contribuant à l'ancrage d'une situation d'urgence permanente dans de nombreux territoires du Niger.**

2. Distribution directe de nourriture ou cash, quelle modalité préférée ?

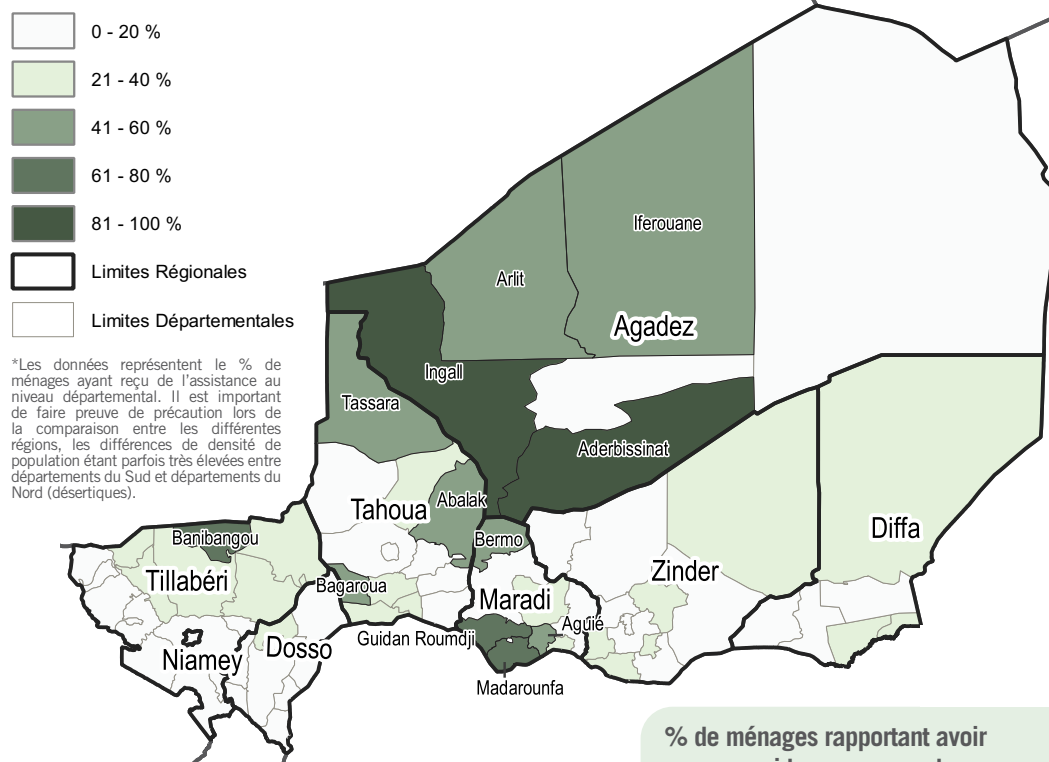
% de ménages ayant comme besoin prioritaire le Secal et une préférence pour la provision directe de nourriture



Alors que 78% des ménages au niveau national ont cité la nourriture comme l'un des trois besoins prioritaires, les préférences concernant les modalités d'assistance sont variées : 45% déclarent préférer la provision directe de nourriture plutôt que l'assistance monétaire (37%). Si l'assistance monétaire reste une modalité clé pour les activités de sécurité alimentaire, **certains facteurs tels que l'insécurité ou l'absence de marchés peuvent influencer les préférences de modalité d'assistance des ménages.** Dans le département de Banibangou (région de Tillabéri), où le taux d'incidents sécuritaires rapporté est le plus élevé, 83% des ménages préfèrent ainsi une distribution de biens alimentaires. **La fluctuation des prix et la disponibilité des marchandises** sont aussi des facteurs ayant un impact sur les préférences des modalités d'assistance.

3. Couverture humaine et adéquation de l'assistance*

% de ménages rapportant avoir reçu une assistance humanitaire au cours des 30 derniers jours



*Les données représentent le % de ménages ayant reçu de l'assistance au niveau départemental. Il est important de faire preuve de précaution lors de la comparaison entre les différentes régions, les différences de densité de population étant parfois très élevées entre départements du Sud et départements du Nord (désertiques).

Les schémas de réception de l'aide humanitaire varient en fonction des groupes de population : les ménages réfugiés qui mentionnent avoir reçu une assistance humanitaire sont plus nombreux par rapport aux autres groupes de population. Concernant l'avis des ménages ayant reçu récemment une assistance humanitaire, 86% déclarent être satisfaits de celle-ci. Toutefois, des améliorations sont possibles afin d'inclure davantage les bénéficiaires dans le cycle de programmation humanitaire (seulement 38% des bénéficiaires affirment avoir été consultés sur le type d'assistance qu'ils souhaitent recevoir).

% de ménages rapportant avoir reçu une aide par groupe de population

